(1)

(N° 235.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AOUT 1881.

CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE BECKER.

MESSIEURS,

L'article 520 de la loi du 18 juin 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, n'a pas produit les effets qu'on en espérait; — on ne cite pas de cas où il en ait été fait application.

Ce résultat doit être attribué à deux causes principales: — d'abord à la circonstance que le législateur de 1851 n'a autorisé la convocation des créanciers pour le concordat spécial que l'article 520 organise, qu'après la cessation de paiement du débiteur, et après la déclaration de faillite; — ensuite — à la rapidité excessive avec laquelle il doit être procédé.

Et cependant, cette disposition avait été introduite dans la loi en vue de venir en aide à une situation qui est digne de la sollicitude du législateur: — celle du débiteur malheureux et de bonne foi, qui acquiert la conviction de ne pouvoir faire face à ses échéances, à moins qu'il n'obtienne des délais de paiement, ou une remise partielle de la dette.

Cet échec dans les prévisions du législateur, et les causes qui l'avaient produit, attirèrent l'attention sur la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de permettre au débiteur de tenter, sans la déclaration de faillite, et

(1) Proposition de loi, n° 28 (session de 1879-1880).

(2) La section centrale, présidée par M. COUVREUR, était composée de MM. SCAHQVIN, REYNAERT, LUCQ, JANSON, DE BRUYN et DE BECKER.

dans des conditions de *célérité moins excessive*, ce que l'article 520 de la loi du 18 avril 1851 l'autorise à tenter *après la déclaration*, et dans des conditions de *rapidité à peu près irréalisables* ?

C'est la réponse à cette question, et l'organisation des mesures à prendre dans l'exécution qui nous sont proposées par les honorables auteurs du projet de loi *sur le concordat préventif de la faillite*, et disons de suite, que le projet a reçu l'adhésion la plus sympathique des sections de la Chambre et de la section centrale.

Ainsi que le font observer les auteurs du projet, dans les développements de leur proposition, l'expérience démontre que la réalisation de l'actif d'un failli dans les conditions prescrites par la loi sur la matière, est le plus souvent ruineuse pour les créanciers ; et en règle générale il est désirable qu'un arrangement intervienne entre les créanciers et le débiteur, arrangement dans lequel celui-ci opère lui-même sa liquidation dans des conditions déterminées.

Ce désir ne se réalise guère sous le régime du concordat tel qu'il est possible aujourd'hui ; — le *concordat ordinaire*, celui des articles 512 et suivants du Code de commerce, n'arrive que plusieurs mois après la déclaration de la faillite, c'est-à-dire, quand le commerce du failli est complètement désorganisé ; — et le concordat exceptionnel de l'article 520, ainsi qu'il a été dit plus haut, n'est pas entré dans le domaine des faits.

Tous deux présentent cet immense inconvénient, qu'ils ne peuvent être obtenus *qu'après la faillite* ; — certes théoriquement un débiteur est toujours libre de traiter avec ses créanciers en l'absence d'une déclaration de faillite ; mais en pratique c'est à peu près impossible, parce qu'il lui faut alors le consentement de tous, et qu'il y aura toujours des créanciers récalcitrants — ou qui refuseront leur concours par pure malveillance, — ou qui mettront leur adhésion à prix, pour obtenir déloyalement des avantages au préjudice des autres. Or, le concordat a précisément pour but de vaincre ces résistances malveillantes et ces exigences malhonnêtes, en imposant à la minorité la volonté de la majorité. L'intérêt social, l'intérêt des créanciers, et celui du débiteur lui-même ont commandé cette dérogation au principe de l'article 1134 du Code civil.

L'inconvénient dont est entaché le concordat tel qu'il est organisé aujourd'hui, c'est-à-dire de ne pouvoir être obtenu qu'après la faillite, engendre ces efforts blâmables, de commerçants honorables jusque-là, pour retarder la faillite ou pour y échapper.

C'est que la faillite produit des conséquences très-rigoureuses, surtout pour le commerçant honnête et de bonne foi ; c'est de celui-ci qu'on peut dire avec raison que la faillite lui inspire de la terreur.

Or pourquoi ne pas lui éviter la faillite si c'est possible ? Pourquoi ne pas lui permettre de tenter avant la faillite ce que la loi l'autorise à faire après ? Pourquoi subordonner dans tous les cas le concordat à une déclaration de faillite que le commerçant honnête et de bonne foi considère comme un stigmate honteux ?

Ces considérations générales ont rallié d'emblée la section centrale au pro-

jet présenté par nos honorables collègues MM. Dansaert et Demeur ; — et celle-ci s'est surtout préoccupée d'en faciliter et d'en étendre l'application.

Certains membres ont demandé s'il n'y avait même pas lieu d'aller plus loin que le projet en délibération ; M. Reynaert notamment a rappelé le projet présenté par lui dès 1872, qui faisait une part beaucoup plus large aux arrangements négociés exclusivement entre créanciers et débiteurs, le tribunal n'intervenant que pour leur donner l'homologation, après laquelle l'action en nullité de l'arrangement n'était plus recevable que pour dol, fausses indications ou exclusion frauduleuse de créanciers, — la résolution étant réservée au profit de tout créancier en cas d'inexécution, et pouvant même être prononcée d'office ; — dans ce système la publicité était supprimée, — publicité qui d'après l'honorable membre inspirera toujours une grande aversion aux négociants honnêtes, et rendra moins efficace l'intervention des membres de la famille.

Ces idées n'ont pas prévalu auprès de la majorité de la section centrale ; — elle a été d'avis qu'en recherchant les mesures à prendre dans l'intérêt des débiteurs malheureux et de bonne foi, il fallait éviter que ces mesures ne pussent être exploitées par d'autres, et engendrer les abus produits trop souvent par ces traités intervenus directement entre créanciers et débiteurs ; il lui a paru, d'autre part, qu'on ne pouvait couvrir de l'autorité de la justice des arrangements dans les négociations desquels la justice n'était pas appelée à intervenir ; — qu'il fallait éviter que la religion des tribunaux ne pût être surprise ; — que les tribunaux, dans l'intérêt de leur dignité et de la bonne administration de la justice, ne peuvent jamais être appelés à statuer qu'en pleine connaissance de cause.

Elle a donc cru qu'il fallait maintenir l'intervention et le contrôle des tribunaux pour toute la procédure préliminaire au concordat préventif et pour les actes qui le consomment.

Quant à la publicité, la même majorité a été d'avis qu'elle ne pouvait être supprimée ; elle a cru que l'intérêt général devait primer l'intérêt privé du débiteur ; or, quand un négociant se trouve dans la nécessité d'obtenir un arrangement de ses créanciers à peine de devoir être bientôt mis en faillite, la société est intéressée à savoir que son crédit n'est plus intact ; il ne faut pas d'ailleurs que la filouterie puisse s'abriter derrière des mesures protectrices du malheur, quelque désir que l'on puisse avoir de venir en aide à celui-ci ; et enfin l'expérience fera connaître s'il est permis d'aller plus loin encore dans la réforme qui est proposée aujourd'hui.

DISCUSSION DES ARTICLES.

L'article 1^{er} du projet exige que le concordat proposé par le débiteur en vue d'éviter la déclaration de faillite soit admis par les *trois quarts de ses créanciers*, réunissant les *cinq dixièmes au moins des créances*.

Cette majorité est celle qui est requise par l'article 520 de la loi du 18 avril 1854. — « Elle sera peut-être jugée excessive, disent les auteurs du projet. » Nous n'avons pas cru devoir proposer une innovation en ce point. La » Chambre en décidera. » — La section centrale estime que cette majorité est excessive en effet; elle la considère comme une des causes de ce que cet article est resté sans application; et elle a pensé qu'il fallait s'en tenir aux majorités de nombre et de sommes mentionnées à l'article 512 de la loi du 16 avril 1854 pour le concordat après faillite; il suffira donc que les propositions faites par le débiteur soient acceptées par la *majorité au moins* de ses créanciers, réunissant *les trois quarts au moins de ses créances*.

Un membre avait proposé d'ajouter que les créanciers d'une somme inférieure à certain chiffre ne compteraient que pour la somme et non pour le nombre; — mais il a été reconnu que la loi nouvelle devait autant que possible rester en harmonie avec la loi ancienne; — et l'idée, bonne en elle-même, a été réservée pour le moment où il serait procédé à la révision de la loi générale des faillites, révision qui est dans les désirs de la section centrale.

La section a pensé encore qu'il ne fallait pas limiter aux seuls créanciers le caractère obligatoire du concordat sanctionné par autorité de justice; ce concordat doit être obligatoire *pour tous*.

Les articles 2 et 5 n'ont soulevé aucune observation.

A l'article 4, on a supprimé les mots — *sans frais* — comme inutiles, en présence de ceux qui suivent — *sans autre formalité*; — et le récépissé lui-même ne pouvant engendrer de frais.

A l'occasion de l'article 5 l'idée a été émise d'autoriser le président du tribunal, dans des cas exceptionnels, à dispenser de la convocation par la voie des journaux, lorsque, par exemple, il se trouve en présence de livres régulièrement tenus, et qu'il a la conviction que tous les créanciers sont connus. Cette idée n'a pas prévalu; la section centrale a pensé qu'on ne pouvait créer une inégalité entre les débiteurs, — inégalité qui pourrait être interprétée d'une manière fâcheuse contre ceux qui ne seraient pas favorisés de cette dispense, puisque le défaut de dispense ferait présumer des livres irrégulièrement tenus, ou mettrait en suspicion l'exactitude de la désignation des créanciers. — Elle a cru en outre que le président du tribunal ne serait guère disposé à faire usage de cette autorisation qui engagerait moralement sa responsabilité. — Enfin, quand un débiteur se trouve dans la nécessité de convoquer ses créanciers et de leur faire des propositions d'arrangement, par le fait de la convocation même individuelle, sa situation est bientôt connue du public; la convocation par la voie des journaux ne l'aggraverait guère; — l'aggravât-elle d'ailleurs, dans certaine mesure, l'intérêt général doit l'emporter, comme nous l'avons dit plus haut, sur cet intérêt particulier.

Un membre a proposé la suppression de l'article 6, l'expertise dont il y est question devant, à son avis, être inutile ou inopérante. La majorité a cru devoir maintenir l'article, qui ne donne au tribunal que la faculté d'instituer

une expertise quand il la jugera nécessaire pour éclairer la situation du débiteur. Certes ce ne pourra être d'ordinaire qu'une vérification sommaire, mais même dans ces limites elle pourra fournir parfois d'utiles renseignements.

Le délai de cinq jours fixé à l'article 7 entre la convocation et l'assemblée des créanciers, a paru trop court pour les créanciers hors du pays et surtout hors de l'Europe; la section a cru devoir autoriser le juge délégué à convoquer ces créanciers par télégrammes recommandés; — et elle a compris les frais d'insertion dans les journaux, parmi la somme à déposer entre les mains du greffier pour les frais de convocation.

Les articles 8 à 13 inclusivement du projet organisent l'assemblée des créanciers, et le mode d'en constater le résultat: la section centrale les adopte avec quelques changements de rédaction; elle a cru notamment qu'il y avait lieu d'accueillir à l'assemblée ceux qui s'y présenteraient comme créanciers, et qui n'auraient pas été convoqués; ils auront à justifier de leur qualité — le jugement des contestations que cette intervention peut soulever, étant d'ailleurs réservé pour la séance d'homologation; elle a cru encore devoir exiger en outre que dans tous les cas, et quel que soit le résultat du vote des créanciers, il soit tenu un procès-verbal de la séance contenant les mentions énumérées à l'article 13 du projet, parce que les productions faites conformément à l'article 13, et le jugement des contestations soulevées relativement à certaines créances peuvent modifier complètement le résultat du vote tel qu'il paraissait acquis au premier abord.

L'article 14 du projet est adopté sans observations.

L'article 15 du projet autorise encore pendant la huitaine qui suit l'assemblée, la production au greffe avec pièces à l'appui de toute créance ou de toute contestation de créance.

La section centrale estime qu'il faut distinguer entre, d'une part les créanciers qui sont mentionnés dans la liste remise par les débiteurs au tribunal conformément à l'article 3 du projet de loi, ou qui se sont présentés volontairement — et d'autre part tous autres qui se prétendraient créanciers.

Quant aux premiers, elle ne voit pas de motifs pour ne pas leur permettre de profiter du délai de huitaine proposé par le projet; leur abstention jusqu'à ce moment ne paraît devoir être attribuée qu'à la négligence; — par elle même elle n'implique ni complaisance ni malveillance pour le débiteur.

Mais les productions par des créanciers ne figurant pas sur la liste remise au tribunal et qui ne se sont pas même présentés volontairement à l'assemblée apparaît dans un tout autre jour. Sont-ce des complaisants appelés pour procurer au débiteur, par une déclaration fictive une majorité qui lui échappe? Sont-ce des malveillants qui, spontanément ou mis en mouvement par des opposants, veulent faire échouer le concordat? Atteints par l'un ou l'autre de ces soupçons, leur créance est suspecte, — et cependant ils peuvent être encore des créanciers sérieux, qui n'ont pu se présenter plus tôt, parce qu'ils n'ont pas été convoqués; — c'est à dessein peut-être et parce que le débiteur se défiait

d'eux, qu'il a omis de les indiquer au tribunal! Il sera bien difficile de découvrir la vérité à cet égard dans le bref délai qui sépare la séance de délibération de la séance d'homologation. En présence du doute qui existera sur le caractère de ces productions, la section centrale croit, d'une part, qu'on ne peut mettre ces créanciers sur la même ligne que les autres et les admettre comme devant compter dans les majorités requises pour le concordat : — mais, d'autre part qu'elle ne doit pas les écarter absolument; leur intervention peut être en effet utile pour éclairer le tribunal sur la bonne ou la mauvaise foi du débiteur; — et si par les renseignements qu'ils fournissent le tribunal acquiert la conviction que le débiteur a voulu surprendre sa religion, il refusera l'homologation du concordat même si le vote du concordat avait été favorable.

A l'article 16 du projet, — la section centrale a remplacé les mots — *les créanciers et le débiteur seront entendus* — par ceux de : *les créanciers et le débiteur pourront être entendus*, afin de marquer que le tribunal n'a pas à s'arrêter à l'absence soit de tous les créanciers, soit de quelques-uns, soit du débiteur lui-même.

L'article 17 est adopté sans observations.

A l'occasion de l'article 18, les membres qui auraient désiré voir accorder au président du tribunal un pouvoir discrétionnaire pour dispenser de la publicité des convocations, sont revenus à la charge pour réserver au tribunal le même pouvoir en ce qui concerne la publication du jugement d'homologation. — Pour les raisons déjà développées la majorité a persisté dans sa manière de voir.

L'article 19 du projet porte : — « que le jugement qui aura statué sur l'homologation ne sera pas susceptible d'opposition. » — La section centrale est d'avis que le droit d'opposition doit toutefois être reconnu au profit des créanciers qui n'auraient pas été convoqués à l'assemblée; il devra être exercé dans la huitaine à partir de la publication ordonnée par l'article 18. L'opposition sera signifiée au débiteur avec assignation à comparaître devant le tribunal de commerce qui statuera toutes affaires cessantes. — Le délai entre l'assignation et la comparution ne devra être que d'un jour franc.

Le tribunal ne pourra rapporter le jugement d'homologation à la suite de cette opposition, que s'il reconnaît la mauvaise foi du débiteur; en privant ce créancier du droit de vote, la section veut empêcher ces productions tardives, qui rentrent d'ailleurs dans la catégorie de celles dont il a été question plus haut à propos de l'article 15.

L'article 20 du projet donne le droit d'appel aux créanciers qui n'ont pas été convoqués, — à ceux qui ont voté contre l'adoption du concordat et au débiteur.

D'abord, en ce qui concerne les créanciers non convoqués, le projet de la section centrale leur reconnaissant le droit de comparaître spontanément à

l'assemblée, et celui de faire opposition au jugement d'homologation, il a paru inutile de leur réserver encore la faveur de l'appel s'ils ont négligé de faire usage de l'un ou de l'autre de ces droits. — Quant à ceux qui en ont fait usage, ils seront désormais des créanciers adhérents ou opposants.

Pour le surplus la majorité de la section centrale a été d'avis que sauf l'exception dont il sera parlé, il y avait lieu de supprimer le droit d'appel et le recours en cassation. Les questions que soulève l'homologation du concordat se réduisent en définitive — à la vérification des créances, et à l'appréciation de la bonne foi du débiteur; pour tout le reste, l'intervention du tribunal est plutôt tutélaire que judiciaire; — ce sont des opérations matérielles qui se font sous son contrôle; il acte et ne juge pas; le recours en appel quant à cette partie de la procédure du concordat ne se justifierait pas.

Quant à la vérification des créances, la décision du tribunal est toute provisionnelle (art. 17 du projet — 16 de la section centrale); et déjà dans le système de la loi du 18 avril 1851 — art. 504 — les jugements qui prononcent une admission provisionnelle au passif de la faillite ne sont susceptibles ni d'appel, ni de recours en cassation. Pourquoi en serait-il autrement quand il s'agit d'un concordat préventif? Si d'ailleurs on reconnaît le droit d'appel au profit des créanciers opposants, les créanciers adhérents sont mis dans une position d'infériorité; — les premiers pourront, armés d'éléments nouveaux, majorer leurs créances, changer la majorité en chiffre, et les seconds ne pourront rétablir l'équilibre en usant du même droit.

Ou bien il faudra exiger que tous les créanciers soient appelés en cause — et la solution qui doit être rapide, pourra être singulièrement retardée.

Le tribunal de commerce est au surplus spécialement compétent pour cette vérification; il examinera avec d'autant plus de scrupule les difficultés qui pourront surgir, qu'il saura que sa décision est à l'abri de tout recours, et qu'il en a toute la responsabilité.

Toutefois, il est un cas exceptionnel, dans lequel il a paru équitable de réserver le droit d'appel en faveur du débiteur; c'est celui où le concordat ayant réuni la double majorité, le tribunal refuserait l'homologation en se fondant sur la mauvaise foi du débiteur; il ne faut pas que celui-ci puisse se dire victime, dans ce cas, d'une décision rendue en dernier ressort par le tribunal, qu'il accusera peut-être d'injustice et de partialité.

En dehors de cette hypothèse, la section centrale croit que les avantages résultant de la rapidité de la procédure doivent l'emporter sur les inconvénients que peut présenter dans certains cas la suppression du droit d'appel.

Au surplus, si la Chambre croyait ne pas pouvoir admettre cette suppression, elle aurait à voir s'il ne faut pas alors maintenir le droit d'appel dans tous les cas, et même notamment au profit des créanciers adhérents, mais ne constituant pas la double majorité.

Les auteurs du projet se sont préoccupés des actes de poursuite et d'exécution dont le débiteur pouvait être l'objet entre le jour de la présentation de sa demande et celui de l'homologation du concordat.

Fallait-il — comme en matière de sursis, autoriser le tribunal à accorder au débiteur un sursis provisoire (art. 593 du Code de commerce)? ou bien fal-

lait-il, jusqu'à l'homologation du concordat, s'en tenir au droit commun et l'application éventuelle de l'article 1244 du Code civil — sauf ensuite à tenir pour nul et sans effet tout ce qui aurait été fait contrairement aux stipulations du concordat ?

C'est cette dernière opinion qui a été admise par les auteurs du projet ; ils craignent, disent-ils, qu'en autorisant l'application de l'article 595 du Code de commerce à tous les cas où un débiteur sollicite un concordat, il ne puisse en être fait abus ; et ils signalent la différence entre le débiteur qui, d'après le projet, pourra demander un concordat préventif, et celui qui, d'après la législation actuelle, est autorisé à demander un sursis, — ce dernier n'étant que contraint par des événements extraordinaires et imprévus à demander terme, mais étant en même temps en mesure de payer tous ses créanciers, en principal et intérêts.

Certainement, s'il s'agissait de dire que dans tous les cas la demande d'un concordat préventif suspend de plein droit les actes de poursuite et d'exécution, des abus seraient à craindre ; car il faudra toujours compter avec les débiteurs malhonnêtes.

Mais la crainte de ces abus semble ne plus avoir raison d'être, si le sursis provisoire est limité aux actes d'exécution, et s'il ne constitue pour le juge qu'une faculté dont il ne fera usage qu'avec sagesse et modération. En limitant les effets du sursis aux actes d'exécution, la section centrale n'entend, d'ailleurs, que maintenir les choses entières telles qu'elles étaient au moment du sursis, et empêcher seulement de nouveaux actes d'exécution ; ainsi, si une saisie-exécution est commencée, si gardien est constitué, le gardiennat sera continué ; — mais la vente des objets saisis sera suspendue.

Quant aux actes de poursuite, — ils pourront être continués jusqu'à l'exécution exclusivement, de telle sorte que si le concordat était ultérieurement refusé, l'exécution pourrait commencer de suite ; — ainsi, si la faillite est prononcée pendant la procédure du concordat, tous les effets en sont arrêtés pendant le sursis ; — mais ils prendront immédiatement cours après le refus d'homologation.

Il y a même certaine contradiction à cet égard dans les développements donnés par les auteurs du projet. — Ils pensent, et avec raison, croyons-nous, que la loi sur le concordat préventif rendra peut-être inutiles les dispositions actuellement en vigueur sur les sursis de paiement ; c'est-à-dire que ce concordat sera, selon toutes probabilités, sollicité, même par des débiteurs qui seraient en situation de pouvoir demander un sursis ; mais à ceux-là du moins, pourquoi refuser le sursis provisoire des exécutions ? Pourquoi le refuser même au débiteur qui est certainement au-dessous de ses affaires, mais dont la bonne foi ne laisse pas de doute dans l'esprit du juge ? — Car, on ne peut se le dissimuler, la non-discontinuation des actes d'exécution est quelque chose de très-grave ; des créanciers impitoyables peuvent aller jusqu'à la saisie et la vente des meubles du débiteur ; — et si par application de l'article 1244 du Code civil, le juge arrête l'exécution du premier, un second pourra recommencer le lendemain.

Mais si d'une part il faut empêcher qu'un débiteur ne puisse être étranglé,

il faut d'autre part tenir compte de la faute qu'il a pu commettre en attendant trop longtemps pour présenter sa demande de concordat, et des doutes que le juge peut avoir sur sa bonne foi.

L'ensemble de ces considérations a engagé la section centrale à ajouter à l'article 22 une disposition donnant au tribunal la faculté qui vient d'être développée.

En conséquence de l'usage que le tribunal peut être amené à faire de cette faculté, la section centrale a cru devoir formuler un article nouveau emprunté à l'article 605 de la loi du 18 avril 1851, et mentionner que ce sursis provisoire ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion.

Les auteurs du projet ont cru qu'il suffisait d'exclure des effets du concordat :

- 1° Les créances dues à titre d'aliments;
- 2° Les privilèges, hypothèques, ou nantissements (le mot cautionnement est une erreur) — légalement accordés par le débiteur.

Ils ont jugé inutile de parler des impôts et autres charges publiques, qu'ils considéraient comme compris dans les créances privilégiées; et d'un autre côté ils ont omis la mention des fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille pendant les six derniers mois, pour laisser à cet égard toute liberté à l'assemblée des créanciers.

La section centrale a préféré mettre l'article 25 en rapport avec l'article 605 de la loi de 1851.

L'article 24 du projet porte que — celui qui a obtenu un concordat est néanmoins tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers; un membre a demandé si, dans l'hypothèse où les propositions du débiteur à ses créanciers n'ont pas pour objet le paiement à des termes fixes de tout ce qui leur est dû, il ne vaut pas mieux laisser les parties débattre entre elles le mode de paiement du surplus? Le retour à meilleure fortune est une formule excessivement vague; on peut avoir récupéré les moyens de payer une partie seulement de ce qui reste de sa dette, et dans quelle proportion y aura-t-il lieu alors pour le débiteur de se libérer vis-à-vis des créanciers? Enfin ne peut-il pas se présenter des cas où les créanciers voudront faire remise d'une partie de la dette? Faut-il interdire cela d'une manière absolue?

La majorité de la section centrale croit qu'il faut maintenir l'article 24 tel qu'il existe dans le projet; le paiement intégral en cas de retour à meilleure fortune est une formule qui se retrouve dans presque tous les concordats tels qu'ils se pratiquent sous l'empire de la loi des faillites; c'est une mesure protectrice des droits de la minorité; et il importe d'en faire une prescription légale.

L'article 25 est adopté sans observations.

L'article 26 — reproduit l'article 613, § 1^{er} de la loi du 18 avril 1851, avec cette modification que la faillite ne remonte pas *de plein droit* au jour où le concordat a été demandé; le juge *pourra* seulement la reporter à cette date, et l'on évitera ainsi les inconvénients que peut présenter parfois l'application de l'article 613, sans être compensés par les avantages à en résulter.

Les articles 27, 28, 29 et 30 sont adoptés avec quelques changements de rédaction.

Le Rapporteur,
ALPHONSE DE BECKER.

Le Président,
AUG. COUVREUR.

PROJETS DE LOI.

CODE DE COMMERCE.

TITRE V (NOUVEAU).

DU CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE.

Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

Le concordat proposé par le débiteur commerçant en vue d'éviter la déclaration de faillite, et admis par les trois quarts au moins de ses créanciers, réunissant les cinq sixièmes au moins des créances, sera obligatoire pour tous les créanciers sous les conditions déterminées par la présente loi.

ART. 2.

Ce concordat n'aura d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation ne sera accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi.

ART. 3.

Le débiteur s'adressera, par requête, au tribunal de commerce de son domicile. Il joindra à sa requête :

- 1° L'état détaillé et estimatif de son actif ;
- 2° La liste nominative de ses créanciers, reconnus ou prétendus, avec l'indication de leur domicile et du montant de leurs créances ;
- 3° L'exposé sommaire des causes qui l'ont amené à demander le concordat ;

Projet de la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Le concordat proposé par le débiteur commerçant en vue d'éviter la déclaration de faillite, et admis par la majorité au moins de ses créanciers, réunissant les trois quarts au moins des créances, sera obligatoire pour tous, sous les conditions déterminées par la présente loi.

ART. 2.

(Comme au projet.)

ART. 3.

(Comme au projet.)

Proposition de loi.

4° Les conditions de l'arrangement qu'il propose et spécialement les garanties d'exécution.

ART. 4.

La requête sera remise au greffier, qui en donnera récépissé, sans frais, et sans autre formalité.

ART. 5.

Sur cette requête, le président fixera les lieux, jour et heure auxquels, dans la quinzaine au plus tard, les créanciers seront convoqués, et il indiquera le journal, outre le *Moniteur belge*, dans lequel la convocation sera insérée; il désignera un des membres du tribunal pour présider l'assemblée des créanciers et surveiller les opérations du concordat.

ART. 6.

Le tribunal nommera, s'il y a lieu, soit immédiatement, soit dans le cours de l'instruction, un ou plusieurs experts qui, après avoir prêté, entre les mains du juge délégué, le serment de bien et fidèlement remplir leur mission, procéderont à la vérification de l'état des affaires du débiteur.

Leurs honoraires seront taxés par le tribunal; ils seront, ainsi que les déboursés, payés par privilège.

ART. 7.

Le juge délégué convoquera les créanciers individuellement, par lettres recommandées à la poste, cinq jours au moins avant celui fixé pour l'assemblée.

Le débiteur déposera entre les mains du greffier la somme présumée nécessaire pour couvrir les frais.

ART. 8.

Au jour fixé pour l'assemblée des créanciers, ceux-ci seront entendus contradictoirement avec le débiteur; ils déclareront individuelle-

Projet de la section centrale.

ART. 4.

La requête sera remise au greffier, qui en donnera récépissé sans autre formalité.

ART. 5.

(Comme au projet.)

ART. 6.

(Comme au projet.)

ART. 7.

Le juge délégué convoquera les créanciers individuellement par lettres recommandées à la poste, cinq jours au moins avant celui fixé pour l'assemblée.

Les créanciers habitant hors du pays pourront être convoqués par télégrammes recommandés.

Le débiteur déposera entre les mains du greffier la somme présumée nécessaire pour couvrir les frais d'insertion dans les journaux et de convocation.

ART. 8.

Au jour fixé pour l'assemblée des créanciers, ceux-ci en personne ou par fondé de pouvoir feront par écrit la déclaration du montant de

Proposition de loi.

ment le montant de leurs créances et s'ils adhèrent ou n'adhèrent pas au concordat proposé.

ART. 9.

Les créanciers hypothécaires, privilégiés ou nantis de gages, n'auront voix délibérative dans les opérations relatives à la formation du concordat que s'ils renoncent à leurs hypothèques, privilèges ou gages.

ART. 10.

La participation au vote du concordat emporte de plein droit cette renonciation; celle-ci demeurera sans effet si l'arrangement n'est pas admis.

Les créanciers pourront toutefois voter au concordat, en ne renonçant à leurs privilèges, hypothèques ou gages que pour une quotité de leurs créances équivalant au moins à la moitié; dans ce cas, ces créanciers ne seront comptés que pour cette quotité dans les opérations relatives au concordat.

ART. 11

Le juge délégué aura la faculté d'ajourner la délibération des créanciers, de manière qu'elle ait lieu au plus tard endéans la quinzaine à partir du jour de l'ajournement. Mention en sera faite au procès-verbal et les créanciers seront convoqués à nouveau, ainsi qu'il est dit aux articles 5 et 7.

ART. 12.

Si le concordat proposé ne réunit pas les majorités requises par l'article 1^{er}, il en sera dressé acte par le juge.

ART. 13

Si les majorités, requises pour la formation du concordat sont réunies ou si le résultat du vote est contesté, le procès-verbal mentionnera :

Projet de la section centrale

leurs créances et s'ils adhèrent ou non au concordat. Seront admises les déclarations de ceux même qui se prétendraient créanciers et qui n'auraient pas été convoqués.

Toute déclaration pourra être contestée par le débiteur.

Le débiteur formulera ses propositions.

ART. 9

(Article 9 et 10 du projet réunis.)

ART. 10.

(Article 11 du projet.)

ART. 11.

(Remplace article 12 et 13 du projet réunis.)

Le procès-verbal de l'assemblée dans laquelle aura lieu la délibération, signé par le juge, le greffier et le débiteur, mentionnera :

1° La liste des créanciers comparissant sur convocation ou spontanément, avec l'indication du montant et de la nature de leurs créances;

2° Les contestations qui auront été soulevées notamment en ce qui concerne la réalité et le montant des créances;

Proposition de loi.

1° Les propositions définitives du débiteur ;
2° La liste des créanciers, adhérents ou non adhérents, avec l'indication du montant et de la nature de leurs créances ;

3° Les contestations qui auront été soulevées, notamment en ce qui concerne la réalité et le montant des créances ;

4° Le jour auquel le juge délégué fera son rapport au tribunal et où le tribunal sera appelé à statuer sur les contestations et sur l'homologation.

Ce procès-verbal sera signé par le juge, par le greffier, par les créanciers présents et par le débiteur.

Les pièces produites, tant par le débiteur que par les créanciers, y seront annexées.

ART. 14.

Le procès-verbal de l'assemblée des créanciers, dressé en exécution de l'article 13, et les pièces y annexées seront immédiatement déposés au greffe du tribunal de commerce, à l'inspection des intéressés.

ART. 15.

Pendant la huitaine qui suit la même assemblée, toute créance et toute contestation de créance pourront être produites au greffe, avec les pièces à l'appui, lesquelles seront jointes au dossier.

ART. 16.

Au jour fixé en conformité de l'article 13, n° 4, le juge délégué fera son rapport en

Projet de la section centrale.

3° Les propositions définitives du débiteur ;
4° Le résultat du vote sur ces propositions ;
5° Le jour auquel le juge délégué fera son rapport au tribunal, et où le tribunal sera appelé à statuer sur les contestations et sur l'homologation.

Les pièces produites tant par le débiteur que par les créanciers y seront annexées.

ART. 12.

(Comme à l'article 14 du projet.)

ART. 15.

(Article 15 du projet.)

Pendant la huitaine qui suit la même assemblée, toute créance et toute contestation de créance pourront être produites au greffe avec les pièces à l'appui, lesquelles seront jointes au dossier, par les créanciers mentionnés sur la liste remise par le débiteur au tribunal conformément à l'article 3.

La production d'une créance nouvelle sera accompagnée de l'acceptation ou du refus du concordat.

Les créanciers ne figurant pas sur la prédite liste et qui ne se seront pas présentés volontairement à l'assemblée (art. 8), pourront également produire au greffe leurs créances avec pièces justificatives, ou élever contestation contre les autres créances ; mais le tribunal n'y aura égard que pour l'appréciation de la bonne ou de la mauvaise foi du débiteur.

ART. 14.

(Article 16 du projet.)

Au jour fixé en conformité de l'article 10,

Proposition de loi.

audience publique du tribunal, les créanciers et le débiteur seront entendus et le tribunal statuera ensuite, par un seul et même jugement, sur les contestations et sur l'homologation.

ART. 17.

Dans tous les cas, les décisions du tribunal, en ce qui concerne la réalité et le montant des créances contestées, n'auront d'effet que relativement à la participation au concordat.

ART. 18.

Le jugement portant homologation du concordat sera publié par extrait dans les journaux indiqués à l'article 5.

ART. 19.

Le jugement qui aura statué sur l'homologation ne sera pas susceptible d'opposition.

ART. 20.

Il sera exécutoire nonobstant appel.

Appel pourra être interjeté par les créanciers qui n'auront pas été convoqués ou qui auront voté contre l'adoption du concordat, et par le débiteur.

ART. 21.

Le délai d'appel est de quinze jours. Ce délai prendra cours, à l'égard des créanciers, à compter de l'insertion du jugement au *Moniteur*, et,

Projet de la section centrale.

n° 5, le juge fera son rapport en audience publique du tribunal; les créanciers et le débiteur pourront être entendus, et le tribunal statuera ensuite par un seul et même jugement, sur les contestations et sur l'homologation.

ART. 15.

(Comme à l'article 17 du projet.)

ART. 16.

(Comme à l'article 18 du projet.)

ART. 17.

(Article 19 du projet.)

Le jugement qui aura statué sur l'homologation ne sera pas susceptible d'opposition, sauf par les créanciers qui n'auraient pas été convoqués à l'assemblée des créanciers.

Cette opposition, qui ne sera pas suspensive de l'exécution, devra être signifiée au débiteur, dans la huitaine à partir du jour de la publication dans les journaux, avec assignation à comparaître devant le tribunal de commerce.

Le délai pour comparaître ne devra être que d'un jour franc; le tribunal statuera toutes affaires cessantes.

Le jugement d'homologation ne pourra être rapporté que si le tribunal constate la mauvaise foi du débiteur.

ART. 18.

(Remplaçant les articles 20 et 21 du projet.)

Il n'y aura pas lieu à appel, sinon par le débiteur, dont le concordat, quoique réunissant la double majorité, n'a pas été homologué par le tribunal;

Dans ce cas l'appel qui ne sera pas suspensif sera interjeté dans les huit jours de la prononciation du jugement, par déclaration au greffe du tribunal de commerce, inscrite dans un registre spécial;

Copie de cette déclaration, certifiée par le

Proposition de loi.

à l'égard du débiteur, à compter de la prononciation du jugement.

ART. 22.

La procédure suivie pour l'obtention du concordat autorisé par la présente loi ne fera pas obstacle à l'exercice des droits des créanciers, tels qu'ils sont réglés par les lois actuellement en vigueur, et même à la déclaration de la faillite du débiteur; mais si ce concordat est accordé, tous actes faits au cours de la procédure, contrairement à ses stipulations, seront réputés non avenus; spécialement tous paiements que le débiteur aurait été contraint de faire pendant cette période seront nuls et sujets à répétition.

ART. 25.

Le concordat est sans effet relativement :

- 1° Aux créances dues à titre d'aliments;
- 2° Aux privilèges, hypothèques ou cautionnements légalement accordés par le débiteur.

Projet de la section centrale.

greffier, sera par celui-ci envoyée avec tout le dossier, dans les 48 heures, au greffe de la Cour d'appel;

L'affaire sera fixée à l'une des plus prochaines audiences de la Cour, et celle-ci statuera toutes affaires cessantes; — le ministère public sera entendu.

Tous créanciers ayant fait valoir leurs droits, devant le tribunal de commerce pourront intervenir; l'interventiv se fera par simple requête, signifiée à l'avoué du débiteur, elle ne pourra retarder les débats.

Il n'y aura pas de recours en cassation.

ART. 19.

(Remplaçant l'article 22 du projet.)

Pendant la procédure suivie pour l'obtention du concordat, et à partir de la présentation de la requête mentionnée à l'article 3, le tribunal pourra, d'après les circonstances, accorder au débiteur un sursis provisoire à tous actes ultérieurs d'exécution.

S'il n'est pas fait usage de cette faculté, ou si elle est retirée, cette procédure ne fera pas obstacle à l'exercice des droits des créanciers, tels qu'ils sont réglés par les lois actuellement en vigueur, et même à la déclaration de la faillite du débiteur; mais si le concordat est accordé, tous actes faits au cours de la procédure, contrairement à ses stipulations, seront nuls et sans effets; spécialement tous paiements que le débiteur aurait été contraint de faire contrairement aux stipulations du concordat, seront sujets à répétition, et si le mobilier du débiteur avait été vendu, le créancier en devra le prix sans pouvoir récupérer ses frais.

ART. 20.

(Nouveau.)

Le sursis provisoire, mentionné en l'article précédent, ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion.

ART. 21.

(Remplaçant l'article 25.)

La demande de concordat et le concordat lui-même sont sans effet relativement :

- 1° Aux impôts et autres charges publiques

Proposition de loi.

Projet de la section centrale.

ART. 24.

Celui qui a obtenu le concordat est néanmoins tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

ART. 25.

En cas d'inexécution du concordat, la résolution peut en être poursuivie en présence des cautions qui y seront intervenues pour en garantir l'exécution totale ou partielle, ou elles dûment appelées. La résolution du concordat ne libérera pas ces cautions.

ART. 26.

Dans le même cas, et par dérogation à l'article 442 de la loi du 18 avril 1851, si le débiteur est déclaré en état de faillite dans les six mois qui suivront la résolution du concordat, l'époque de la cessation de paiement pourra être reportée au jour où le concordat a été demandé.

ART. 27.

Les dispositions de la loi du 14 juin 1851, relatives aux droits de timbre et d'enregistrement des actes en matière de faillites, sont applicables aux actes produits en justice en exécution de la présente loi.

ART. 28.

Le débiteur sera condamné à la même peine que le banqueroutier simple :

1° Si, pour terminer ou faciliter la délivrance du concordat, il a, de quelque manière que ce soit, volontairement dissimulé une partie de son actif ou exagéré cet actif;

2° S'il a fait ou laissé intervenir aux délibérations un ou plusieurs créanciers supposés ou dont les créances ont été exagérées;

ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders;

2° Aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements;

3° Aux créances dues à titre d'aliments;

4° Aux fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille pendant les six mois qui ont précédé la requête au tribunal.

ART. 22.

(Comme à l'article 24 du projet.)

ART. 23.

(Comme à l'article 25 du projet.)

ART. 24.

(Comme à l'article 26 du projet.)

ART. 25.

Comme à l'article 27 du projet, sauf l'intercalation des mots *ou dressés* après ceux de : — *produits en justice*.

ART. 26.

Comme l'article 28 du projet, sauf l'addition du mot *sciemment* entre *laissé* et *intervenir* du 2°.

Proposition de loi.

—

3° S'il a sciemment fait une ou plusieurs omissions dans la liste de ses créanciers.

Art. 29.

Seront condamnés à la peine comminée par l'article 490 du Code pénal ceux qui, sans être créanciers, auraient pris part aux délibérations du concordat, ou qui, étant créanciers, auraient frauduleusement exagéré leurs créances.

Art. 30.

L'article 520 de la loi du 18 avril 1851 est abrogé.

Projet de la section centrale.

—

Art. 27.

(Comme à l'article 29 du projet.)

Art. 28.

(Comme à l'article 30 du projet.)